

**Conférence internationale
de l'éducation
38^e session**

**Genève
10-19 novembre 1981**

QUATRIEME PARTIE

RECOMMANDATION N° 73 AUX MINISTRES DE L'EDUCATION SUR L'INTERACTION ENTRE L'EDUCATION ET LE TRAVAIL PRODUCTIF/¹

PREAMBULE

La Conférence internationale de l'éducation, dont la trente-huitième session a été convoquée à Genève par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du 10 au 19 novembre 1981,

Notant que la Conférence générale de l'Unesco a insisté à diverses reprises et, en particulier, dans ses résolutions 100, adoptée lors de sa dix-neuvième session, 102, adoptée lors de sa vingtième session et 1/01, adoptée à sa vingt et unième session, sur la nécessité d'améliorer les interactions entre l'éducation et le travail productif/²,

Tenant compte des conventions, recommandations et déclarations adoptées au niveau international en ce qui concerne l'interaction entre l'éducation et le travail productif et socialement utile et entre l'éducation et le monde du travail, et plus particulièrement de la recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel, adoptée par la Conférence générale de l'Unesco lors de sa dix-huitième session (1974), de la recommandation relative au développement de l'éducation des adultes, adoptée par la Conférence générale de l'Unesco lors de sa dix-neuvième session (1976), de la convention 142 et de la recommandation 150 concernant le rôle de l'orientation et de la formation professionnelles dans la mise en valeur des ressources humaines, adoptée par la Conférence internationale du travail lors de sa soixantième session (1975), de la recommandation 136 concernant les programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse en vue du développement, adoptée par la Conférence internationale du travail lors de sa cinquante-quatrième session (1970) et de la recommandation 68 concernant les liens entre l'éducation, la formation et l'emploi, notamment en ce qui concerne l'enseignement secondaire, ses objectifs, sa structure et son contenu, adoptée par la Conférence internationale de l'éducation lors de sa 34e session (1973),

Considérant les recommandations et déclarations des dernières conférences régionales des ministres de l'éducation et des responsables de la planification économique dans les Etats membres de l'Unesco,

Notant en particulier que l'importance de l'interaction entre l'éducation et la vie active, à différents niveaux et sous différentes formes, est soulignée dans les recommandations 3 et 5 et la Déclaration de la Conférence de Lagos (1976), les recommandations 11 à 16 de la Conférence d'Abou Dhabi (1977), les recommandations 14 à 18 et la Déclaration de la Conférence de Colombo (1978), les recommandations 9 à 12 et la Déclaration de la Conférence de Mexico (1979) et la recommandation III/3 de la Conférence de Sofia (1980),

Considérant que chaque homme a un droit imprescriptible à recevoir une éducation et à la poursuivre,

Considérant qu'il importe, tant pour l'individu que pour la société, que des interactions réelles s'établissent entre l'éducation et la vie active, en vue de répondre aux besoins qui s'expriment en matière d'actualisation de l'enseignement et d'adaptation permanente de ses structures, de ses programmes et de ses contenus à des situations économiques, culturelles et sociales et à des conditions de travail qui se modifient, de préparer convenablement la totalité des enfants et des jeunes à leur future profession et à une vie enrichissante, et d'accroître l'utilité des programmes d'éducation permanente,

-
1. Les débats de la Conférence ont également porté sur les rapports entre l'éducation et le monde du travail en général.
 2. Les expressions "éducation" et "travail productif" sont employées dans un sens assez large, de manière à inclure tous les types d'éducation, formelle ou non formelle, et tous les types d'activités socialement utiles.

Considérant que l'application des connaissances théoriques à la réalité et le travail productif auquel les élèves ou les étudiants procèdent soit à l'intérieur soit à l'extérieur de l'établissement de formation sont un facteur important de l'éducation moderne, qu'ils favorisent l'édification et la personnalité par la multiplication des contacts avec le monde extérieur et notamment le monde du travail et qu'en outre ils aident l'individu et le groupe à comprendre les valeurs sociales, morales, esthétiques et économiques,

Notant que l'effacement progressif des frontières entre le travail manuel et le travail intellectuel constitue une tendance positive,

Consciente que les formes que peut prendre l'interaction entre l'éducation et le travail productif varient d'un pays à l'autre,

Considérant qu'étant donné l'évolution rapide à laquelle on assiste dans le domaine du travail, il importe que les formations dans les secteurs de technologies nouvelles soient introduites en même temps que seront développées les connaissances dans les secteurs traditionnels, et que l'éducation permanente offre aux jeunes et aux adultes des possibilités d'actualiser et d'améliorer régulièrement leurs connaissances théoriques et pratiques en fonction du progrès scientifique, technique, économique, culturel et social,

Considérant en outre qu'il ressort nettement des recommandations des dernières conférences régionales de ministres de l'éducation organisées par l'Unesco qu'un des besoins les plus pressants des sociétés d'aujourd'hui, en particulier des sociétés en développement, est de produire une main-d'œuvre qualifiée adaptée à la situation de l'emploi et répondant aux exigences du développement, celles-ci étant notamment définies à la lumière des plans et programmes nationaux de développement économique et technique des sociétés en question,

Notant en outre que les pays en développement, en particulier, sont loin de disposer des ressources permettant de satisfaire aux demandes les plus légitimes tendant à assurer l'interaction entre l'école, le travail productif et le monde du travail, et que de nombreux pays en développement sont préoccupés par l'insuffisance des infrastructures qui résulte du manque des ressources nécessaires pour acquérir les instruments et les équipements les plus simples et pour construire des installations convenant aux activités pratiques ou pour garantir un approvisionnement régulier en matériaux indispensables à la mise en œuvre des formes les plus rudimentaires de travail productif,

Tenant compte de ce qu'il existe un lien entre le droit à l'éducation et le droit au travail, et reconnaissant que l'éducation doit, dans toutes les sociétés, contribuer efficacement au bien-être matériel et culturel et au développement socio-économique et culturel,

Considérant que la réussite d'un développement harmonieux de toute société est favorisée par la mobilisation de toutes les ressources humaines, sans distinction de sexe, impliquant en tout premier lieu la promotion réelle de l'égalité des chances au regard de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle, facteurs de bien-être, de progrès culturel, social, technologique et économique,

Convaincue qu'il est essentiel de développer encore la coopération régionale et internationale dans le domaine de l'éducation pour promouvoir la paix, le respect mutuel et la compréhension entre les peuples,

Et tenant compte des dispositions constitutionnelles en vigueur dans les divers Etats membres ainsi que des besoins et systèmes éducatifs particuliers de ceux-ci,

Adopte, le 19 novembre 1981, la recommandation suivante, qu'elle soumet aux Ministères de l'éducation, aux autres autorités et institutions compétentes des Etats membres et aux autres institutions du système des Nations Unies ayant des responsabilités dans ce domaine, ainsi qu'aux organisations non gouvernementales intéressées:

A. PRINCIPES FONDAMENTAUX

1. Les interactions entre l'éducation et le travail productif, celui-ci désignant les biens ou services matériels ou spirituels utiles à l'individu ou à la société sans qu'ils soient nécessairement rétribués, et compte étant tenu de l'apport formateur du secteur productif lui-même, devraient être réelles et permanentes,
2. Les efforts visant à assurer ces interactions devraient être déployés comme il convient à tous les niveaux de l'éducation sous toutes ses formes et, tout en prévoyant une certaine indépendance des éléments en cause, mettre l'accent sur l'interdépendance entre la théorie et la pratique, sur la place et l'importance du travail productif au sein des valeurs sociales, esthétiques, culturelles, économiques et individuelles, et sur la meilleure formation possible générale et professionnelle.

3. Parmi les mesures tendant à assurer, à renforcer et à promouvoir ces interactions à différents niveaux de l'enseignement, peuvent figurer des dispositions propres à introduire ou à développer dans les programmes d'enseignement des activités créatrices ou productives et une participation à des activités socialement utiles ou à des travaux d'application réels à l'intérieur ou à l'extérieur des établissements d'enseignement.
4. L'interaction entre l'éducation et le travail productif devrait être assurée principalement de deux façons :
 - (a) en introduisant le travail productif dans le processus éducatif, dans les écoles et les autres établissements d'enseignement ;
 - (b) en offrant aux personnes actives des conditions plus favorables pour poursuivre leur éducation sans interrompre leur activité professionnelle.
5. Les activités liées au monde du travail qui sont inscrites au programme des établissements d'enseignement (activités concrètement créatrices et travail productif dans les écoles ou participation à des activités socialement utiles et à un travail productif hors de ce cadre) devraient, comme il convient dans chaque cas et conformément aux structures nationales de l'éducation :
 - (a) correspondre aux buts et aux objectifs de l'éducation, faire partie intégrante du processus éducatif et viser à maintenir un cadre d'enseignement approprié ou à améliorer les facteurs qui déterminent ce cadre ;
 - (b) viser à assurer un développement équilibré des aptitudes physiques, affectives et mentales de chacun et de ses valeurs morales et esthétiques, dans son propre intérêt et dans celui de la société ;
 - (c) apprendre aux élèves et aux étudiants à apprécier la valeur économique et sociale de différents types de travail et inculquer par l'éducation le respect des travailleurs et du monde du travail en général, tout en développant la capacité de chacun de choisir de façon appropriée et librement son domaine d'études, son travail et sa carrière en mettant en place des services d'orientation et de conseil dans les institutions et au niveau national ;
 - (d) contribuer à la pertinence des programmes d'enseignement et à la promotion du développement économique, culturel et social de la collectivité, de la région ou du pays en cause, ainsi qu'au développement de l'individu et des groupes concernés ;
 - (e) contribuer à améliorer les perspectives d'emploi et de carrière de tout individu, quel que soit son sexe, en offrant à chacun des chances égales d'accéder à tous les niveaux de l'éducation formelle et non formelle et de la formation professionnelle et technologique dans les différents domaines des économies urbaines et rurales ;
 - (f) promouvoir les recherches concernant la planification et la mise en œuvre des programmes d'enseignement, leur évaluation et leur développement, et le financement, l'administration, les méthodes, les matériels et la formation des maîtres ;
 - (g) promouvoir la compréhension des principes scientifiques fondamentaux appliqués dans les divers secteurs de la production .

Les activités visées doivent être placées dans le cadre de l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales .

6. Les dispositions permettant de faire effectuer un travail productif par des enfants et des jeunes dans le cadre de leur éducation devraient dans tous les cas être conformes à la législation et aux normes nationales et internationales relatives au travail des enfants et des jeunes et, plus particulièrement, aux conventions et recommandations internationales concernant l'âge minimal d'entrée dans la vie active, ainsi qu'à la législation et aux normes nationales et internationales relatives à la protection des enfants, des jeunes et des autres catégories de personnes.
7. L'enseignement et les activités liées au travail devraient être également accessibles aux personnes des deux sexes et être choisis de manière à combattre les préjugés, dans la société en général et dans le monde du travail en particulier, tout en prenant en considération les spécificités socio-culturelles en cause.
8. La participation des jeunes des écoles à des activités productives ne devrait pas impliquer une forme quelconque d'exploitation à leur détriment.

I. Politiques et objectifs nationaux

9. Les programmes d'interaction entre l'éducation et le travail productif devraient être élaborés dans la perspective de l'éducation permanente. Les dispositions destinées à favoriser les interactions entre l'éducation des enfants et des jeunes et la vie active devraient assurer la continuité de celle-ci et s'appliquer à toutes les disciplines concernées.
10. Il y aurait lieu d'encourager les expériences nationales dans le domaine de l'interaction entre éducation et travail productif par une assistance technique, financière et en équipement aux unités de production dans les centres d'éducation et de formation.
11. Les recherches et la production de manuels d'enseignement devraient être favorisées pour faciliter le développement des rapports entre éducation et travail productif.
12. Les autorités responsables de l'éducation devraient toujours, en accord avec les partenaires sociaux, participer à la supervision et au contrôle de l'organisation de la formation générale et technologique des jeunes et des adultes.
13. Les activités éducatives impliquant une interaction entre l'éducation et la vie active devraient :
 - (a) stimuler le développement d'aptitudes et d'attitudes créatrices et contribuer à faire comprendre l'importance de la gestion, de l'activité scientifique et de la recherche sur le lieu de travail dans la société moderne; dans la mesure du possible, les élèves et surtout les étudiants seront associés à des activités pratiques plus complètes, à la recherche scientifique, aux projets d'étude, à l'assistance médicale, technique et à l'assistance en matière d'organisation et à des activités socioculturelles, en commun avec le personnel enseignant et les autres spécialistes, contribuant ainsi au développement national ;
 - (b) familiariser les élèves et les étudiants avec les conditions de vie et de travail liées à toute une gamme d'activités économiques correspondant aux besoins actuels et futurs de la collectivité ou de la région et de la société dans son ensemble ;
 - (c) étendre les connaissances théoriques et pratiques et l'expérience nécessaires au maniement correct et sans risque des outils, des machines et des autres équipements et matériaux que l'on peut être amené à utiliser dans le travail ;
 - (d) aider à mieux comprendre les rapports économiques et sociaux qui s'établissent dans la vie active en accordant une attention particulière à la préservation de l'environnement physique et stimuler la participation active des élèves et des étudiants à la vie économique et sociale ;
 - (e) insister sur l'acquisition de connaissances théoriques et pratiques socialement utiles, sur la compréhension de l'intérêt et des contraintes du travail en équipe et sur le développement de l'aptitude à la solution des problèmes et à la gestion ;
 - (f) assurer la participation active des élèves et des étudiants à l'organisation de travaux de groupe ainsi qu'à la planification des processus de travail et à l'évaluation de leurs résultats, en développant différentes formes de gestion ;
 - (g) encourager la transmission aux jeunes générations des traditions artisanales nationales en organisant des cours facultatifs d'initiation professionnelle.

II. Dispositions destinées à favoriser les interactions aux différents niveaux de l'enseignement

14. A l'école primaire, elles devraient surtout viser à familiariser les enfants avec le monde du travail en général, ses différents aspects et les grandes catégories de professions, et avec les caractéristiques sociales et matérielles générales de différents domaines d'activité économique, et notamment à faire en sorte que les enfants prennent conscience de la valeur sociale de tous les types de travail et s'initient au travail en groupe, à la résolution de problèmes et à la recherche sur les problèmes qui se posent à leur propre milieu.
15. Le programme d'études à ce niveau doit comporter une familiarisation avec les activités créatrices, avec les instruments et les machines les plus courants, avec les matériaux, avec les modes de travail et les procédés de production, et donner une première idée des conditions de travail et de production et des principes fondamentaux de la science et de la technologie tels qu'ils s'appliquent aux grands domaines d'activité économique, ainsi que de la valeur formatrice des produits et prestations de ceux-ci.

16. Des programmes particuliers devraient prévoir une première étude de la relation entre le travail productif et les domaines auxquels les enfants et les adolescents attachent de la valeur.
17. A un niveau jugé approprié du système d'enseignement, les programmes pourraient être plus étendus et comprendre l'étude de plusieurs types d'activités et de professions pour préparer au choix d'une filière d'enseignement et de formation complémentaire ou à une carrière. Cette étude plus poussée de divers domaines d'activité économique pourra comprendre des visites sur les lieux de travail, des rencontres avec les travailleurs et, le cas échéant, une participation directe à la production, et aller de pair avec l'étude des principes fondamentaux concernant l'économie de la production, les rapports sociaux et économiques dans les activités professionnelles, les perspectives de carrière dans les diverses professions, ainsi que d'autres questions qui pourraient être utiles aux élèves et aux étudiants pour le choix d'une filière d'enseignement et de formation, d'un travail ou d'une profession.
18. Les programmes d'enseignement peuvent, le cas échéant, inclure des dispositions relatives à un enseignement et à une formation préprofessionnels permettant d'acquérir les connaissances théoriques et pratiques les plus appropriées eu égard à l'environnement socio-économique ou concernant des branches professionnelles auxquelles l'élève ou l'étudiant souhaite avoir accès ou pourrait en fait avoir plus tard accès. Ils peuvent aussi prévoir une participation directe à des activités professionnelles ayant une valeur éducative particulière.
19. Les programmes d'enseignement et de formation professionnels et techniques devraient, dans la mesure du possible, être élaborés de telle sorte qu'ils préparent à des professions qui ne soient pas étroitement spécialisées, de façon à établir une interaction entre l'enseignement général, l'enseignement théorique et la formation pratique dans des ateliers et d'autres installations analogues, y compris les travaux des champs. Dans ce but, il est souhaitable d'obtenir la participation de spécialistes.
20. Les apprentis et les autres personnes qui suivent une formation à un emploi et qui relèvent principalement ou conjointement de la responsabilité d'autorités extérieures au monde de l'éducation ou d'employeurs devraient nécessairement bénéficier de possibilités suffisantes de fréquenter à temps partiel un établissement scolaire ou de suivre des cours portant sur des questions liées à leur formation ou de caractère plus général, grâce à un système de congés échelonnés ou groupés ou de cours alternés, ou en vertu d'autres dispositions similaires. Il conviendrait d'améliorer la condition des apprentis, tant en ce qui concerne leurs droits et obligations en tant que travailleurs qu'en ce qui concerne leur droit à une éducation complète. Les responsables de la formation devraient tenir dûment compte des besoins éducatifs des personnes confiées à leur charge, y compris de la nécessité d'assurer leur mobilité future. Les responsables de l'éducation et les établissements d'enseignement devraient prendre des mesures pour introduire progressivement ces possibilités ou participer à l'élaboration et veiller à l'application de telles mesures.
21. La participation des étudiants au travail productif devrait permettre l'acquisition de nouvelles connaissances et expériences et non pas seulement être le moyen d'appliquer des connaissances théoriques acquises dans le processus éducatif. Cette participation est considérée comme souhaitable et devrait être encouragée par des moyens et dans une mesure tels qu'elle en vienne à faire partie intégrante de leur éducation.
22. Les établissements d'enseignement secondaire et supérieur devraient, lorsque la législation applicable à l'éducation le permet, tenir compte, aux fins de l'inscription ou de la réinscription à leurs cours, de la valeur éducative de l'expérience de la vie active et instituer à cet effet les programmes nécessaires.
23. Dans l'éducation des adultes, les interactions entre le travail productif et l'éducation doivent être établies:
 - (a) en planifiant les activités éducatives en tant que partie intégrante des plans et des programmes nationaux de développement technique et économique, de réforme des structures professionnelles, de lutte contre le sous-emploi et le chômage et de développement de nouvelles activités économiques ;
 - (b) en offrant des possibilités d'éducation conformes aux besoins des pays, d'une part, et des individus et des groupes qui s'efforcent d'obtenir de meilleurs emplois ou de meilleures perspectives d'avancement, d'autre part ;
 - (c) en appliquant de manière appropriée les principes de l'enseignement fonctionnel de la lecture et de l'arithmétique, ainsi que de la créativité et de la réflexion critique.

24. Des efforts visant à assurer l'interaction entre l'éducation et le travail productif devraient être déployés également en ce qui concerne l'éducation des travailleurs migrants et de leurs enfants.

III. Enseignants et autres spécialistes de l'éducation

25. Les candidats aux établissements de formation à l'enseignement général qui ont acquis une expérience directe du travail en dehors du système d'éducation devraient voir une telle expérience prise en considération au stade de leur sélection, lorsque la législation applicable à l'éducation le permet.
26. Les maîtres de l'enseignement technique et professionnel ou les enseignants spécialisés dans des disciplines impliquant des activités créatrices ou d'autres activités productives et socialement utiles devraient avoir une expérience concrète du travail dans le domaine d'activité en question. Les connaissances théoriques et pratiques ainsi acquises devraient être complétées et actualisées par des programmes de formation préalable et en cours d'emploi.
27. Les programmes de formation initiale et complémentaire des maîtres de l'enseignement professionnel ou général devraient prévoir une forme ou une autre de travail d'application et mettre l'accent sur les principes fondamentaux appliqués dans ce travail, notamment son organisation, la réflexion interdisciplinaire, la résolution des problèmes et le travail d'équipe.
28. Les professeurs de l'enseignement technique et professionnel général et spécialisé devraient avoir la possibilité, à intervalles réguliers, de mettre à jour et de compléter leur connaissance et leur compréhension du monde du travail par divers moyens tels que les visites sur les lieux de travail, les séminaires et les ateliers relatifs à la vie active et à ses problèmes et les détachements plus ou moins longs dans des unités productives. Des possibilités de ce genre devraient être offertes de manière particulièrement fréquente aux enseignants spécialisés dans des disciplines directement liées à la vie active, aux personnels chargés de l'orientation pédagogique et professionnelle et aux responsables de l'organisation et de la supervision des activités pratiques dans l'établissement d'enseignement ou à l'extérieur.
29. Les enseignants spécialisés dans des disciplines impliquant la conduite d'activités créatrices ou d'autres activités pratiques dans les écoles et les autres établissements d'enseignement, ainsi que les moniteurs qui dirigent le travail productif à l'extérieur de ces établissements, devraient recevoir une formation spéciale à ces tâches comportant, outre l'acquisition de connaissances théoriques et pratiques relatives aux techniques employées dans leur discipline, une formation pédagogique suffisante.
30. La formation des enseignants en exercice en matière de relations entre l'éducation et le travail productif devrait être promue par différents moyens tels que des cours de recyclage, des séminaires, des colloques, des voyages d'études, etc.
31. Des enseignements relatifs aux techniques de production devraient être mis en place dans les cours et collèges d'enseignement normal pour compléter la formation des maîtres dans le domaine de l'interaction entre l'éducation et le travail productif.
32. Le personnel non enseignant qui participe à l'organisation et à la supervision d'activités pratiques à l'intérieur ou à l'extérieur des établissements d'enseignement devrait être pleinement informé des objectifs éducatifs de l'activité en question et, le cas échéant, recevoir une formation particulière à cette fin.

IV. Mesures visant à améliorer les interactions

33. Les mesures visant à améliorer les interactions entre l'éducation et le travail productif de façon à faire intervenir le monde du travail à l'intérieur comme à l'extérieur de l'école devraient être soigneusement planifiées et programmées. Cette planification et cette programmation devraient, le cas échéant, comprendre les étapes suivantes :

- (a) détermination des objectifs éducatifs à tous les niveaux ;
- (b) consultation des autorités gouvernementales compétentes, des organisations éducatives, des organisations d'employeurs et de travailleurs, des organisations de parents d'élèves, d'enseignants et d'étudiants et des autres organismes concernés, afin de s'assurer que les programmes d'enseignement préprofessionnel et professionnel assurés par l'école, d'une part et les programmes de formation initiale offerts par les entreprises industrielles et agricoles, d'autre part, se complètent mutuellement et soient judicieusement conçus.

- (c) information du grand public, des parents, des autorités compétentes et des autres organismes concernés au sujet des objectifs visés et des grandes orientations des programmes et de leur mise en œuvre ;
- (d) planification et recherche incluant, le cas échéant, des programmes pilotes et une évaluation continue du coût, du rendement et de l'efficacité de ces programmes ;
- (e) détermination des liens entre les disciplines et, le cas échéant, modification des plans d'études ;
- (f) des plans de généralisation du programme à l'ensemble de la population visée comprenant, selon les cas, des allocations budgétaires, des accords avec les employeurs et les travailleurs, des arrangements relatifs à l'accueil et au placement des stagiaires ou des étudiants, une formation et une information de tous dans les établissements d'enseignement participant au programme et en dehors, et une formation du personnel enseignant, y compris les professeurs de disciplines connexes ;
- (g) modification, le cas échéant, des dispositions administratives applicables à l'action des autorités et institutions éducatives concernées, en vue de faciliter des échanges et un dialogue permanent entre ces autorités, d'autres organismes compétents en matière d'éducation et le monde du travail ;
- (h) des accords avec les représentants du monde du travail pour qu'ils prennent, de leur côté, des dispositions correspondantes ;
- (i) des dispositions relatives à la programmation et au soutien d'activités de recherche destinées à améliorer la conception des programmes, au choix et à la conception de travaux créateurs et d'autres activités pratiques dans les établissements d'enseignement ou d'arrangements correspondants à l'extérieur et à la définition de normes pour ces arrangements, à l'évaluation des programmes et des projets et à d'autres fins pertinentes ;
- (j) association des élèves et des étudiants au processus de programmation et d'exécution du travail productif ainsi qu'à l'évaluation de ses résultats par l'application de différentes formes de participation et de gestion ;
- (k) promotion de l'introduction, dans le secteur des sciences de l'éducation et dans les centres d'enseignement supérieur, de cours liant l'éducation et le travail productif ;
- (l) promotion, dans les centres de formation technique, de divers types de cours relatifs aux techniques de production.

V. Dispositions relatives aux activités pratiques

- 34. Les activités pratiques, et plus particulièrement le travail productif, devraient être réalisées dans des cadres appropriés spécialement aménagés à cet effet dans l'établissement d'enseignement en question et/ou à l'extérieur, tels que des jardins et des champs rattachés à l'établissement pour les activités agricoles ou des aires et des équipes de travail spécialement choisies à cet effet. Selon les possibilités et les conditions locales, les élèves et les étudiants devraient aussi être familiarisés avec les processus de production dans l'industrie, l'agriculture, le bâtiment, etc.
- 35. Il conviendrait d'assurer une collaboration pratique plus large entre les établissements scolaires, d'une part, et les entreprises, les exploitations agricoles et les autres unités de production, d'autre part, en vue de résoudre les problèmes posés par l'éducation, la formation et le travail des élèves et des étudiants.
- 36. Les tâches à effectuer dans le cadre des activités pratiques devraient être choisies en tenant pleinement compte du niveau de développement physique et mental des individus et des groupes concernés et de l'expérience préalable et des intérêts personnels qu'ils ont acquis à cet égard.
- 37. L'enseignement relatif aux activités créatrices et aux autres types de travail socialement et individuellement utile et productif devrait, en fonction de chaque type de tâche à effectuer, mettre l'accent sur les mesures concernant la sécurité et la santé de l'individu et du groupe accomplissant les tâches en question et porter, en particulier, sur la posture à adopter et les précautions à prendre pour éviter les accidents ou une détérioration de la santé. Les représentants des enseignants, des travailleurs, des parents et des étudiants et ceux des entreprises devraient pouvoir participer au contrôle de la mise en œuvre de mesures appropriées de protection, de sécurité et d'examen de la santé sur les lieux d'activités créatrices et de travail pratique.

38. Les Etats membres devraient coopérer, aux niveaux sous-régional, régional et international, à l'élaboration de programmes et de pratiques tendant à améliorer les interactions entre l'éducation et le monde du travail sur leur territoire Cette coopération devrait se traduire par :
- (a) un échange systématique et permanent d'informations et d'expériences au moyen, notamment, de séminaires, réunions et conférences organisés à l'échelon national, sous-régional, régional ou international et portant sur les principes et les pratiques concernant l'élaboration et la mise en œuvre de programmes visant à améliorer les interactions entre l'éducation, le travail productif et le monde du travail en général ;
 - (b) des expériences communes de mise en œuvre de ces programmes et d'évaluation de leur rendement, de leur efficacité et de leur impact ;
 - (c) l'échange d'administrateurs et d'enseignants s'occupant de programmes d'interaction entre l'éducation, le travail productif et le monde du travail en général ;
 - (d) une coopération sous-régionale, régionale et internationale dans le domaine de la recherche pédagogique ;
 - (e) la promotion de réunions régionales où les expériences nationales dans ce domaine seraient confrontées .
39. L'Unesco devrait, dans le cadre de son Programme ordinaire et de son réseau d'institutions pour l'innovation éducative en vue du développement – Programme asien d'innovations éducatives en vue du développement (APEID), Réseau d'innovations éducatives pour le développement en Afrique (NEIDA), Programme de coopération en matière de recherche et de développement de l'innovation éducative dans l'Europe du Sud-Est (CODIESEE), Programme d'innovations éducatives pour le développement dans les Etats arabes (EIPDAS), Réseau d'innovations éducatives pour le développement dans les Caraïbes (CARNEID) – et en collaboration avec les autres institutions et organisations internationales et régionales, en particulier l'Organisation internationale du travail, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Unicef, prendre les dispositions voulues pour assurer :
- (a) un échange organisé d'informations et de documentation sur les mesures prises dans les divers pays et régions pour améliorer les interactions entre l'éducation et le travail, y compris la fourniture d'informations détaillées sur la conception, la méthodologie, les modalités d'exécution et l'évaluation des projets relatifs à l'interaction entre l'éducation et le travail productif, en tirant parti des possibilités offertes par les ordinateurs et les autres technologies modernes de l'information ;
 - (b) des services de coopération technique, fournis sur demande, pour faciliter la planification, l'organisation et la mise en œuvre de programmes élaborés à cet effet, ainsi que l'évaluation de leur rendement, de leur efficacité et de leur impact ;
 - (c) l'organisation au niveau international ou régional de conférences, de réunions et de séminaires sur des questions et des problèmes posés par la création et le développement d'interactions entre l'éducation et la vie active en général ou en ce qui concerne des groupes déterminés de personnes et différents types et niveaux d'éducation.
40. Le Bureau international d'éducation devrait, en collaboration avec d'autres unités de l'Unesco :
- (a) dans le cadre du réseau international d'information pédagogique, s'attacher tout particulièrement à promouvoir et à faciliter l'échange d'informations sur les interactions entre l'éducation le travail productif et le monde du travail en général et notamment sur les expériences nationales dans ce domaine ;
 - (b) préparer et publier sur ce sujet des études, des répertoires, des terminologies et des bibliographies qui serviront d'ouvrages de référence aux personnes travaillant dans ce domaine ;
 - (c) collaborer étroitement avec des organisations nationales, sous-régionales, régionales et internationales, en particulier l'Organisation internationale du travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Unicef, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales, pour assurer que des informations utiles seront disponibles sur les programmes tendant à améliorer les interactions entre l'éducation et le travail productif.